

# La feuille de route économique et sociale d'« Emmanuel Macron » est mise à jour : les grandes orientations des politiques économiques (GOPÉ) 2018-2019



Brussels, 23.5.2018  
COM(2018) 409 final

Recommendation for a

## **COUNCIL RECOMMENDATION**

**on the 2018 National Reform Programme of France**

**and delivering a Council opinion on the 2018 Stability Programme of France**

Pendant toute la campagne présidentielle, François Asselineau et l'UPR avaient annoncé quel serait le VRAI programme des dix autres candidats, qui refusaient tous les dix de proposer aux Français de faire sortir la France de l'UE par la mise en œuvre la plus rapide possible de l'article 50 du traité sur l'Union européenne (TUE). Les Français et des pseudo-spécialistes de l'analyse politique découvrent avec effroi les réformes anti-sociales qui ont lieu depuis le début du quinquennat (SNCF, casse droit du travail, rabetage de l'ISF, baisse de l'impôt sur les sociétés, hausse de la CSG, baisse de l'assurance chômage, stagnation du SMIC, etc.) alors qu'il suffisait de lire les GOPÉ 2016-2017 et 2017-2018.

Du fait de l'engagement de la France dans l'euro et dans l'Union européenne, toutes les grandes décisions de notre politique économique et sociale sont directement dictées par les « recommandations » de la Commission européenne, également intitulées « grandes orientations des politiques économiques (GOPÉ) », que l'institution technocratique bruxelloise publie chaque année à la mi-mai.

Or, la Commission européenne vient de publier, ce 23 mai 2018, la mise à jour annuelle de ces fameuses « recommandations » [1].



Brussels, 23.5.2018  
COM(2018) 409 final

Recommendation for a

## COUNCIL RECOMMENDATION

on the 2018 National Reform Programme of France

and delivering a Council opinion on the 2018 Stability Programme of France

### LE PRÉAMBULE DU RAPPORT DES « GOPÉ » 2018-2019

Notons tout d'abord trois éléments intéressants dans le préambule :

- 

#### 1er élément du préambule

Le document précise que, « **en tant qu'État membre dont la monnaie est l'euro**, et compte tenu des liens étroits entre les économies de l'Union économique et monétaire, **la France devrait veiller à mettre en œuvre intégralement et en temps utile la recommandation** concernant la zone euro, qui est prise en compte dans les recommandations figurant aux points 1 et 2 ci-dessous ».

- (2) As a Member State whose currency is the euro and in view of the close interlinkages between the economies in the economic and monetary union, France should ensure the full and timely implementation of the recommendation on the economic policy for the euro area, as reflected in the recommendations below, in particular (1) and (2).

Il faut noter ici que les points 1 et 2 correspondent aux deux tiers des « recommandations ». Cette note du préambule tord en soi l'argumentaire des européistes (et des crédules) qui ont tendance à atténuer la portée des GOPÉ en expliquant qu'[il ne s'agirait que de recommandations et non pas d'obligations](#).

- Depuis le pacte de stabilité et de croissance (PSC) de 1997 [2], et avec le «*six-pack*» [3], la Commission peut sanctionner financièrement les pays en cas de manquement ou de retard dans l'application des mesures préconisées. En cas d'«*écarts importants*», la Commission adresse à l'État membre un avertissement et sa situation est suivie tout au long de l'année. Si elle n'est pas redressée, la Commission peut proposer la constitution d'un dépôt correspondant à 0,1 % du PIB. Pour la France, il s'agirait donc d'un dépôt de 2,2 milliards d'euros. **Les « recommandations » dans les textes se transforment donc, dans les faits, en obligations.**
- C'est aussi nier le fonctionnement des institutions européennes puisque la machine bruxelloise repose sur le concept de «*soft law*» et de «*pression des pairs*». Le principe même de ces GOPÉ, c'est justement d'exercer constamment une pression sur les représentants d'un État. Certes, ils peuvent ne pas appliquer telle ou telle «*recommandation*», pendant un certain temps, en échappant aux sanctions. Mais, concrètement, il leur est impossible de refuser d'appliquer toutes les mesures tout le temps. Du reste, le principe même des GOPÉ serait sinon vide de sens. En fait, il s'agit d'un étai intellectuel, juridique et moral qui se resserre peu à peu, et auquel il est impossible de se soustraire durablement.

•

### 2e élément du préambule

Le document précise par ailleurs que, «**le 25 avril 2018**, la France a présenté son programme national de réforme et de stabilité pour 2018 ».

- (4) On 25 April 2018, France submitted its 2018 National Reform Programme and its 2018 Stability/ programme. To take account of their interlinkages, the two programmes have been assessed at the same time.

Il s'agit du mécanisme classique des GOPÉ où la France présente sa copie économique à sociale, tel l'élève qui rend sa copie au professeur.

C'est d'autant plus ahurissant les années d'élection présidentielle comme l'année dernière puisque cela doit être appliqué sur les deux années en question, peu importe le résultat des élections. Le nouveau gouvernement italien se heurte et va se heurter à cela. Il n'y aura pas 36 issues :

- ils rentrent dans le rang comme Tsipras et appliquent finalement les «*recommandations*» ;
- ils n'appliquent pas les GOPÉ, vont à l'affrontement : soit ils rentrent dans le rang après le conflit, soit alors ils seront sanctionnés financièrement jusqu'à une sortie ;
- ils décident quasiment d'emblée de sortir de l'Union européenne par l'article 50 du TUE et évite les sanctions et les querelles avec les partenaires européens mais cela est peu probable étant donné que cela n'était au programme d'aucun des deux partis. Ils n'auront en aucun cas la légitimité démocratique nécessaire à un tel bouleversement géopolitique.

•

### 3e élément du préambule

Le préambule du document indique enfin : «**À la lumière des résultats du bilan approfondi de la Commission et de cette évaluation, le Conseil a examiné le programme national de réforme et le programme de stabilité.** »

- (21) In the light of this assessment, the Council has examined the 2018 Stability Programme and its opinion<sup>12</sup> is reflected in particular in recommendation 1 below.

Nous avons montré dans un article précédent le lien direct entre les GOPÉ et le programme national de réforme ou PNR [4].

La preuve est ainsi apportée une nouvelle fois que, contrairement à ce que les médias et les dirigeants des partis politiques veulent faire croire aux électeurs, le gouvernement français n'est pas libre de ses choix : **les GOPÉ se retrouvent bien dans le PNR et sont donc bien la feuille de route économique et sociale du gouvernement français.**

## **LE CONTENU DES « RECOMMANDATIONS » POUR 2018-2019**

Il convient maintenant de lire ces « recommandations » et d'en décrypter les six principales.

En voici le texte qui est malheureusement pour le moment cette année uniquement disponible en anglais, preuve que le Brexit ne change absolument rien à la soumission intellectuelle de l'UE au monde anglo-saxons, américain en particulier.

HEREBY RECOMMENDS that France take action in 2018 and 2019 to:

1. Ensure that the nominal growth rate of net primary government expenditure does not exceed 1.4 % in 2019, corresponding to an annual structural adjustment of 0.6 % of GDP. Use windfall gains to accelerate the reduction of the general government debt ratio. Implement expenditure savings in 2018 and fully specify the objectives and new measures needed in the context of Public Action 2022, for them to translate into concrete expenditure savings and efficiency gains measures in the 2019 budget. Progressively unify the rules of the different pension regimes to enhance their fairness and sustainability.
2. Pursue the reforms of the vocational education and training system, to strengthen its labour market relevance and improve access to training, in particular for low qualified workers and jobseekers. Foster equal opportunities and access to the labour market, including for people with a migrant background and people living in deprived areas. Ensure that minimum wage developments are consistent with job creation and competitiveness.
3. Simplify the tax system, by limiting the use of tax expenditures, removing inefficient taxes and reducing taxes on production levied on companies. Reduce the regulatory and administrative burden to increase competition in the services sector and to foster firms' growth. Step up efforts to increase the performance of the innovation system notably by improving the efficiency of public support schemes and strengthening knowledge transfer between public research institutions and firms.

Done at Brussels,

### **Décryptage**

1°) Que signifie : « s'assurer que la croissance des dépenses publiques primaires n'excède pas 1,4% en

Cette formule pour initiés signifie que, comme tous les ans, la Commission européenne exige que la France poursuive une politique d'austérité renforcée.

La version du rapport de l'année 2015 [5] insistait sur le fait qu' « il est impossible de dégager à court terme d'importantes économies sans **ralentir considérablement la croissance des dépenses de sécurité sociale**. [...] Des économies de 11 milliards d'euros sur les dépenses de santé sont prévues pour 2015-2017, mais des efforts supplémentaires seront nécessaires pour limiter les hausses de dépenses dans ce domaine. »

En bref, les coupes sombres dans la santé, l'assurance-chômage et les retraites vont donc continuer et s'accroître !

C'est d'ailleurs comme par hasard ce qu'a laissé entendre récemment Bruno Le Maire, comme si l'initiative venait de lui. [6]

**2°) Que signifie : « utiliser des recettes exceptionnelles pour accélérer la réduction du ratio dette publique / PIB » / « Use windfall gains to accelerate the reduction of the general government debt ratio » ?**

Cela veut tout simplement dire qu'il faut privatiser des biens publics pour réduire la dette publique. En effet, la croissance n'étant pas fabuleuse et les taxes mises en place telles que celles sur le diesel et l'essence, que les Français constatent au quotidien, étant établies pour durer, « les recettes exceptionnelles » ne peuvent être que des cessions d'actifs publics, ce qui est d'ailleurs cohérent avec l'article 106 du TFUE.

Il ne faut pas donc s'étonner de voir plus ou moins publiquement sur la table les privatisations des aéroports de Paris [7], de la Française des jeux [8] ou de la SNCF [9].

**3°) Que signifie : « harmoniser progressivement les règles des différents régimes de retraites » / « Progressively unify the rules of the different pension regimes to enhance their fairness and sustainability » ?**

Cette formule signifie, comme c'est habituellement le cas avec l'UE, harmoniser vers le moins-disant pour diminuer la dépense publique. Dans le préambule, il est d'ailleurs indiqué que cela pourrait faire économiser 5 milliards d'euros de dépenses publiques.

- (10) At present, 37 different pension schemes co-exist in France. These concern different groups of workers and function according to different sets of rules. Progressively unifying the rules would improve the transparency of the system, increase intergenerational fairness, and facilitate labour mobility. Harmonising the calculation rules would also contribute to better control public expenditure. While the pension reforms already adopted are expected to bring down the level of public pension expenditure ratio in the long run, a simpler and more efficient pension system would generate further savings and help mitigate public finance sustainability risks in the medium term. According to a recent study, the alignment of different pension schemes in the public and private sectors would bring more than EUR 5 billion of public expenditure savings at the horizon 2022.

**4°) Que signifie : « veiller à ce que les évolutions du salaire minimum soient compatibles avec la création d'emplois et la compétitivité » / « Ensure that minimum wage developments are consistent with job creation and competitiveness » ?**

Cela signifie que, le taux de change de l'euro étant trop cher pour la compétitivité de l'économie française, il faut procéder à une « dévaluation interne », comme le disent les économistes ayant le goût de l'euphémisme.

En clair, cela veut dire qu'il faut geler le niveau du SMIC ou en tout cas arrêter tout coup de pouce, comme ce fut d'ailleurs déjà le cas cette année. Le salaire minimum en Bulgarie étant d'environ 235 euros par mois selon le cours de l'euro, ce n'est pas demain la veille que l'on verra la Commission européenne demander à la France de redonner du pouvoir d'achat aux Français en relevant substantiellement le SMIC.

En outre, va-t-on vers des **SMIC variables comme en Allemagne** ? Rappelons que là-bas, il n'y a pas de SMIC horaire dans l'agriculture, dans les secteurs concernés par les travailleurs détachés ou pour les chômeurs de longue durée.

**5°) Que signifie : « supprimer les impôts inefficaces et réduire ceux pesant sur la production des entreprises » / « removing inefficient taxes and reducing taxes on production levied on companies » ?**

Comme ce qui précède, c'est une reprise des GOPÉ 2016-2017/2017-2018 et c'est très simple à comprendre. Il s'agit de baisser l'impôt sur les sociétés et les cotisations sociales. Peut-être même d'augmenter la TVA et/ou à nouveau la CSG que paient tous les ménages, à commencer par les plus modestes. C'est **Robin des Bois à l'envers puisqu'il s'agit de faire payer davantage les pauvres pour enrichir les très riches**.

On pourrait imaginer un impôt sur les sociétés plus progressif avec une baisse du taux pour les artisans, PME et TPE qui sont les principaux créateurs d'emplois. Ce n'est pas du tout ce qui est demandé.

C'est à la fois une injustice morale, un scandale social et une stupidité économique insondable.

Cela peut aussi dire supprimer entièrement l'ISF qui ne demeure plus que sur le patrimoine immobilier. Profitons-en pour dire que de ne laisser l'ISF que sur les biens immobiliers est aussi injuste car les très riches ont très peu d'immobilier en pourcentage de leur richesse. L'exonération n'a donc bénéficié quasiment exclusivement qu'aux ultra-riches et non pas à une classe moyenne supérieure qui aurait pu accumuler des biens immobiliers.

**6°) Que signifie : « réduire les normes et règlements pour accroître la concurrence dans le secteur des services » / « Reduce the regulatory and administrative burden to increase competition in the services sector » ?**

Cette formulation est particulièrement fourbe. Rappelons tout d'abord que, question normes, l'UE s'y connaît étant donné que le coût d'application des normes européennes pour l'économie française est de l'ordre de 38,7 milliards d'euros par an (30 milliards d'euros pour les entreprises/8,7 milliards d'euros pour les administrations publiques).

Quand on lit dans le détail le préambule, c'est en fait et encore, les professions réglementées qui sont dans l'œil du cyclone.

- (18) Market services accounted for more than 50 % of value added, 40 % of employment and 20 % of the manufacturing industry's value added in exports in 2016. However, while competition in market services has an impact across the whole economy, it is still hampered by regulatory requirements and administrative burden, which also impede firms' ability to grow. If sufficiently ambitious and fully implemented, reforms in the area of services could have a significant positive economic impact. In prioritising reform efforts, it is important to take into account the economic importance and performance of the services subsectors. An indicator-based approach used to identify priority reforms in the services sectors highlights a number of business services (architectural and engineering activities, legal and accounting activities, administrative and support services), retail trade, accommodation and food services, and health. In the specific area of professional services, the Growth,

Parler à cet égard d'augmentation de la concurrence est se moquer du monde car on sait très bien que les milliers de pharmaciens, médecins, dentistes, avocats, notaires, huissiers, géologues, artisans-taxis, architectes, ingénieurs, experts-comptables, etc. seront remplacés et concurrencés par quelques très grands groupes avec, pourquoi pas, des travailleurs détachés meilleur marché. Cela marche comme cela dans l'UE !

## CONCLUSION

En conclusion, la feuille de route économique et sociale est dans la continuité des années précédentes. Il s'agit d'une **politique économique inefficace dans son ensemble qui bénéficiera à quelques-uns (les fameux 1%) au détriment du plus grand nombre et de la France dans son ensemble.**

Quoi qu'il en soit, la publication de ce rapport confirme encore une fois toutes les analyses de l'UPR et décrédibilise tous les pseudo-opposants, de Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, qui tapent et s'indignent de la politique d'Emmanuel Macron, sans jamais nommer les causes.

Si tous ces souverainistes d'opérette avaient fait le travail pédagogique de l'UPR depuis 30 ou 40 ans, nous n'en serions pas là. La seule façon d'éviter ce programme mortifère, c'est de sortir de l'UE et de l'euro. Rappelons à cet égard que « changer l'Union européenne », comme le proposent tous les tartuffes, implique de changer les traités, ce qui nécessite l'unanimité des États-membres. Cela n'arrivera jamais [10] !

**Pour libérer la France des GOPÉ, il faut tout simplement sortir de l'UE, comme le proposent et l'expliquent François Asselineau et l'UPR depuis 11 ans. Il n'y a pas d'autre solution.**

**Nous, nous répéterons inlassablement et à commencer à l'occasion des élections européennes de 2019 (dans un an) que :**

**Oui, l'Union est néfaste.**

**Non, elle n'est pas réformable.**

**Oui, il faut en sortir.**

**En d'autres termes : UE/ GOPÉ soumission, Frexit solution !**

[1] <https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2018-european-semester-country-specific-recommendation-commission-recommendation-france-en.pdf>

[2]

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte\\_de\\_stabilit%C3%A9\\_et\\_de\\_croissance#Volet\\_d.C3.A9s.C3.A9quilibres\\_macro.C3.A9conomiques](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte_de_stabilit%C3%A9_et_de_croissance#Volet_d.C3.A9s.C3.A9quilibres_macro.C3.A9conomiques)

[3] [https://fr.wikipedia.org/wiki/Six-pack\\_\(Union\\_europ%C3%A9enne\)#Volet\\_correctif](https://fr.wikipedia.org/wiki/Six-pack_(Union_europ%C3%A9enne)#Volet_correctif)

[4] <https://www.upr.fr/actualite/europe/gope-nos-gouvernements-subordonnes-a-commission-europeenne-preuve>

[5] [http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2015/csr2015\\_council\\_france\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2015/csr2015_council_france_fr.pdf)

[6]

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0301699379052-bruno-le-maire-il-peut-etre-legitime-de-reduire-la-politique-sociale-sur-lemploi-2177254.php>

[7] <https://www.capital.fr/entreprises-marches/aeroports-de-paris-la-privatisation-sur-les-rails-1288952>

[8] <http://www.europe1.fr/societe/le-plan-du-gouvernement-pour-privatiser-la-francaise-des-jeux-3620846>

[9]

<https://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/sncf-un-document-interne-relance-l-hypothese-d-une-privatisation-1444439.html>

[10] <https://www.youtube.com/watch?v=8Y8EUaFmTyY>